



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION CENTRE

COPIE

Dossier n° F02413P0051

Arrêté du

Portant décision dispensant de réalisation d'une étude d'impact dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de région,

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 2013 portant délégation de signature du préfet de la région Centre à Monsieur Nicolas FORRAY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02413P0051 relative à un projet de défrichement de 5,4 hectares dans le cadre d'un projet de liaison entre les routes départementales 2020 et 97 à Chanteau, Fleury-les-Aubrais et Saran (45) reçue complète le 23 mai 2013 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 14 juin 2013 ;

- Considérant que le projet a pour objet un défrichement de 5,4 hectares ;
- Considérant que le projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le projet s'inscrit dans le cadre d'un projet de liaison entre les routes départementales 2020 et 97 à Chanteau, Fleury-les-Aubrais et Saran (45) sous la maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Orléans Val de Loire, et que le dit projet d'aménagement routier a fait l'objet d'une étude d'impact en 2009 ;
- Considérant que la zone susceptible d'être affectée par le projet présente une sensibilité environnementale modérée, et n'accueille pas d'espèces rares ou remarquables ;
- Considérant que le maître d'ouvrage s'est engagé sur des mesures appropriées pour éviter, réduire et compenser les impacts environnementaux du défrichement ;
- Considérant que le projet, distant d'environ 1,3 kilomètre du site Natura 2000 le plus proche, n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur celui-ci compte tenu de ses caractéristiques, du contexte de son terrain d'emprise et des mesures environnementales prévues ;
- Considérant qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ;

Arrête

Article 1^{er}

Le projet de défrichage de 5,4 hectares dans le cadre d'un projet de liaison entre les routes départementales 2020 et 97 à Chanteau, Fleury-les-Aubrais et Saran (45) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Orléans, le 25 JUIN 2013

LE PRÉFET,

Pierre-Etienne BISCH

Annexes : Voies et délais de recours

- **décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

- **décision dispensant le projet d'étude d'impact**

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 Paris-La-Défense Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Conformément à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros devra être acquittée lors de l'introduction de l'instance, sauf dans les cas prévus au III de l'article précité, sous peine d'irrecevabilité de la requête présentée devant le Tribunal Administratif.